

Conjoncture et croissance

Croissance: un chiffre peut en cacher un autre

16.09.2026

D'un coup d'oeil

- Contrairement à ce qu'on pourrait croire, l'UE a fait mieux que la Suisse en termes de croissance en 2025
- Des pays comme la Pologne ou l'Espagne affichent une croissance bien plus élevée que la Suisse
- Même si la France, l'Allemagne et l'Italie ont perdu de leur superbe, ces trois pays continuent d'absorber à eux seuls un quart de nos exportations

À Berne, le menu de la session parlementaire est pour le moins copieux, avec des thèmes aussi importants pour l'économie suisse que l'accord sur le Mercosur ou les Bilatérales III. Avec ses 270 millions de consommateurs, le Mercosur représente un important potentiel pour nos entreprises. Et contrairement à ce qu'on entend régulièrement, l'UE aussi. Car oui, la croissance de l'Union européenne était plus élevée que celle de la Suisse en 2025 : +1,4% de croissance du PIB réel en 2025, contre +1,3% pour la Suisse. Surprenant, non ? Il faut dire que nous avons tendance à nous focaliser sur nos voisins directs, dont la performance économique comptait parmi les plus basses de l'UE en 2025 : seulement +0,8% pour la France, +0,5% pour l'Italie, et seulement +0,2% pour l'Allemagne. Une croissance pour le moins anémique, qui pèse également sur nos entreprises, puisque ces trois pays absorbent environ un quart de nos exportations. N'empêche. On aurait bien tort de jeter le bébé avec l'eau du bain, puisque l'UE a absorbé plus de la moitié de nos exportations en 2024 (51%). Et même si ses anciennes locomotives ont perdu de leur superbe, d'autres pays de l'Union affichent une croissance solide. Ainsi, l'Irlande a par exemple enregistré une croissance de 8,0% en 2025 (en termes réels), la Pologne 3,6%, le Danemark 3,5% et l'Espagne 2,8%. Même la Grèce a fait mieux que la Suisse. La Grèce ? Oui, la Grèce, avec une croissance de 2,1% ! N'en déplaise à ses détracteurs, l'UE n'empêche donc pas la croissance, bien au contraire. Nos voisins restent de très bons clients et des partenaires fiables, qu'on aurait tort d'enterrer trop tôt.

Consolider l'existant et ouvrir de nouvelles voies

Il faut donc non seulement consolider les liens avec l'UE, mais aussi poursuivre en parallèle les efforts pour diversifier nos débouchés commerciaux. À commencer par le Mercosur, débattu cette semaine sous la Coupole. Le potentiel est de taille : alors que les quatre pays du Mercosur (Brésil, Argentine, Uruguay et Paraguay) constituent la sixième économie mondiale (derrière l'Inde, la Chine, l'UE, les États-Unis et l'Indonésie), ils ne représentaient que 1,4% des exportations suisses de marchandises (sans l'or) en 2024, pour un peu plus de 4 milliards de francs.

Alors que les conflits commerciaux et armés font souffler le mauvais vent de l'incertitude sur nos entreprises, nous serions donc bien inspirés de prendre le train en marche et d'avancer au plus vite. L'UE n'a pas attendu et applique d'ores

et déjà à titre provisoire un accord de libre-échange avec le Mercosur depuis le 1er mai 2026. Résultat : les entreprises suisses se retrouvent désavantagées face à leurs concurrentes européennes, faute d'accord.

La part des exportations au PIB suisse pèse beaucoup que dans l'OCDE

Qu'on le veuille ou non, la Suisse vit de ses exportations de biens et de services, qui représentaient environ 78% de son PIB en 2025 – soit pratiquement trois fois plus que la moyenne de l'OCDE (28% en 2025). Sachant que les PME se taillent près d'un tiers de la part du lion (28% du volume total des exportations en 2024), on aurait donc bien tort de croire qu'un accord de libre-échange ne concerne qu'une poignée de grandes entreprises. Ce serait oublier un peu vite qu'en Suisse, on gagne plus d'un franc sur deux à l'étranger. Et qu'au final, nous serions tous un peu plus pauvres sans cette ouverture au monde.

Cet article a été publié le 16 septembre dans l'Agefi.

© economiesuisse | www.economiesuisse.ch